

« Avec le mouvement des "gilets jaunes", des entreprises souffrent, des salariés s'épuisent et les caisses de l'État en pâtissent. »



© LAETITIA DUARTE

Qui va payer ?

Depuis plus de six mois, les «gilets jaunes» défilent tous les samedis et des extrémistes de droite comme de gauche cassent à tout-va. Malgré une mobilisation qui faiblit, le même cirque continue, avec des magasins barricadés et des images en boucle sur les chaînes d'info. La colère originale est certes compréhensible. Au départ, le combat n'était pas politique mais économique, avec la hausse des prix du carburant. Emmanuel Macron – comme ses prédécesseurs – n'a rien vu venir de cette levée de la France des ronds-points et des provinces. Mais maintenant que le mal est identifié et que des remèdes sont apportés (14 milliards d'euros), il convient d'être lucide. Les «gilets jaunes» et surtout leurs tristes comparses paupérisent notre économie. Des entreprises souffrent, des salariés s'épuisent et les caisses de l'État en pâtissent. Car il ne faut pas s'arrêter à la facture des dégradations (200 millions d'euros après l'acte 18). Comme il est incomplet d'y ajouter le chômage partiel subi (73 500 personnes travaillant dans 5 100 entreprises). Il convient aussi d'y adjoindre les ventes perdues – surtout pour le commerce de centre-ville –, de compter les investissements rendus nécessaires (agents de sécurité, protection des vitrines), le temps passé par les équipes pour tout remettre en ordre et celui des dirigeants pour remonter leurs troupes et faire les démarches administratives. La facture est lourde, même si l'État octroie, entre autres, des reports de charge comme les créances salariales et patronales de l'Urssaf. Non, décidément, le mal est plus profond. Tous les experts le confirment : ces agitations ont un impact direct sur la croissance française. Certains

évoquent jusqu'à 0,2 point du PIB pour 2018 et 2019, soit plus de 4,5 milliards d'euros. Il faut en effet penser à toutes ces entreprises qui travaillent pour le commerce. À ces fournisseurs qui ont perdu du chiffre d'affaires. À ces prestataires qui ont été mis au chômage technique. Même les bailleurs seront touchés tant il est fort probable que les commerçants les plus affectés demanderont une réduction de leur loyer. Et n'oublions pas les banques, la restauration ou les agences de voyages. Quant à l'hôtellerie, elle souffre d'une baisse de la fréquentation touristique : le pays de la gastronomie et des droits de l'Homme fait désormais peur ! L'image de la «marque France» est affectée. Quant à l'État, il n'a pas réussi à garantir des éléments aussi pri-

RÉAGISSEZ
À L'ÉDITORIAL SUR LSA.FR



maires que le droit de travailler ou la sécurité des biens et des personnes. Il verra, lui aussi, ses recettes diminuer (moins de TVA et moins d'impôts sur les sociétés). Face à une telle gabe-gie, on peut s'étonner du comportement des partis démocratiques, qui n'ont pas su prôner l'unité nationale.

Le mal est donc bien là. Reste à savoir s'il s'agit d'un phénomène conjoncturel ou d'une tendance structurelle... Existe-t-il une réponse à court terme à cette grogne sociale, ou faut-il s'habituer à vivre dans un monde de revendications perpétuelles exacerbées par les réseaux sociaux ? Avec, dans ces conditions, l'obligation de trouver un nouveau business model pour bon nombre de commerces. En attendant, qui va payer ? Les «gilets jaunes» finiront bien par découvrir que la facture sera présentée aux entreprises, donc aux Français salariés, et à l'État, donc aux Français contribuables. Vraiment, il est grand temps que tout cela se termine... # YPUGET@LSA.FR [@PUGETYVES](https://twitter.com/PUGETYVES)